Les Dossiers Du Mois

No. 011
Juin 2013

Protection de l'environnement :

la dernière frontière

Protection de l'environnement :
la dernière frontière

Priorité annoncée de l'Etat h-aïtien et de son président en cette année 2013, « Année de l'environnement », la reforestation d'Haïti constitue un défi, une nouvelle frontière à franchir.

Frontière physique, avec le fameux slogan « deux pays, une île sous la protection environnementale » qui relie les deux nations d'Hispaniola dans un même combat. Celui de faire disparaitre, justement, cette frontière, visible à l'œil nu, avec d'un côté, des collines boisées, et de l'autre, des sols dénudés et creusés de ravines meurtrières.

Lancé le 5 juin dernier à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, ce slogan des présidents d'Haïti et de République dominicaine résonne, du Nord au Sud de la frontière, de Ouanaminthe à Anse-à-Pitres, comme un défi à relever.

Longue de 380 km, la zone frontalière haïtiano-dominicaine est celle où les contacts entre les deux populations sont les plus nombreux et représente la plus grande opportunité de renforcer les relations entre les deux pays. En matière d'environnement, cela signifie beaucoup.

« Angaje w pou sove anviwonman »

« Notre île est constituée d'un seul écosystème inséparable. La vie n'a pas de frontière et ce qui affecte l'environnement nous affecte tous. Nous devons donc travailler ensemble pour protéger notre environnement afin de le préserver pour les générations futures », dit justement le Président dominicain, Danilo Médina.

Frontière psychologique aussi car effacer des décennies, voire des siècles de coupe massive des arbres, de dépendance des foyers au charbon pour se nourrir et assurer leur survie économique, corollaire de l'appauvrissement des terres agricoles, nécessite un changement dans les mentalités et les priorités de chacun.

Avec une maigre couverture végétale de 2% de tout son territoire, la reforestation d'Haïti est une urgence d'ordre vital. En effet, à chaque saison cyclonique, c'est bien moins le vent que la pluie qui tue. Les eaux dévalent des pentes arides pour se transformer en torrents meurtriers en aval, dans des villes à la forte densité de population. Et, à terme, des sols raclés d'année en année n'arrivent plus à nourrir une population en expansion.

L'Etat haïtien souhaite faire passer la couverture végétale du pays de 2 à 4% d'ici à 2016, la fin du mandat de l'actuel président. Déjà, plus de 400, 000 plantules ont été mises en terre dans diverses zones du pays depuis le 1er janvier 2013. Les partenaires humanitaires et de dévelop-pement, le système des Nations Unies et la MINUSTAH sont eux aussi engagés dans cette nouvelle conquête de l'espace haïtien, la reprise des terres par l'arbre, source de vie, de protection et de richesses.

Dans ce *Dossiers du mois* spécial environnement, nous vous emmenons parcourir cette frontière verte, à la rencontre de ceux qui ont franchi le pas, comme Marie-Lucie à Ouanaminthe ou Jean-Robert à Fonds Verrettes, en se mobilisant pour la forêt.

Mais il y aussi ceux qui, comme Yolette à Thomassique, survivent en produisant du charbon de bois, malgré une conscience aigüe des dangers que représente cette activité.

Alors, plus de temps à perdre : « Angaje w pou sove anviwonman » !

2013, « Année de l'environnement », la reforestation d'Haïti constitue un défi, une nouvelle frontière à franchir.

Centre : sur la route du charbon

Plus de 90% de l'énergie consommée dans le département du Plateau central provient du charbon de bois. Autrefois verdoyante, la couverture végétale de ce département limitrophe de la République dominicaine ne représente plus que 1% de sa surface. Les dernières inondations de juin 2013 en disent long sur sa fragilité.

« Je sais bien que pour faire du charbon je coupe des arbres vieux de plus de 70 ans, donc bien plus vieux que moi ! Mais que voulez-vous ! La plupart des familles comme la mienne n'ont que cela pour nourrir les enfants, les envoyer à l'école ou payer les frais de santé », s'exclame, exaspérée, Yolette Jean Gilles.

Cette mère de 6 anfants, agée de 38 ans, vend du charbon de bois qu'elle produit en le brûlant dans sa petite cour, dans le village de Thomassique. Chaque jour, elle part à la recherche d'arbres à couper dans les forêts toujours plus clairsemées du Plateau central.

Une activité au départ contrôlée et pratiquée par certaines familles défavorisées dans les zones rurales, la coupe du bois s'est, au fil du temps, généralisée, symbole des défis économiques auxquels fait face Haïti.

Juriste dans la commune de Saut d'eau, Thélus M. Renick explique que les sanctions économiques imposées à Haïti en 1991 [après un coup d'Etat militaire contre le président élu de l'époque Jean-Bertand Aristide, NDLR] ont accéléré l'appauvrissement d'une population déjà vulnérable. « Les gens se sont mis à abattre tous les arbres, y compris les fruitiers, et ceux qui protègent les sources et les chutes d'eau », raconte avec tristesse ce militant écologiste. Pire, « certains paysans en quête de maigres revenus vont même jusqu'à couper les racines, ce qui déstabilise encore plus le sol et précipite sa stérilité », dit-il.

> *« Les espèces endémiques de migrateurs ont quitté la zone. Les terres cultivables deviennent stériles, plongeant les familles paysannes dans la misère »*
>
> Agronome Dulorier Moloche

Faute d'alternative, de nombreux habitants de ce département enclavé et faible en infrastructures s'en remettent à la production et la vente du charbon comme seule source de revenus. « Assouvir un besoin d'une journée entraine de la misère pendant plus de 40 ans. C'est le résultat qu'on obtient en abattant le peu de bois qui nous procure de l'ombre, préserve nos sources et empêche l'érosion de nos terres », déplore Bernadette Nobert. Cette résidente de Maïssade, membre d'une association féministe, associe la production du charbon de bois à une activité criminelle, selon elle trop peu contrôlée.

Des statistiques alarmantes

Selon des estimations officielles, le Plateau central à lui seul fournit plus de 180 000 sacs de charbon par mois aux consommateurs de la capitale, Port-au-Prince. Ce chiffre ne tient pas compte des 40% de la production totale qui sont consommés localement. De l'avis des autorités locales, 90% des populations des grandes villes comme Hinche, Lascahobas et Belladère, utilisent le charbon de bois pour la cuisson des aliments, sans compter les autres villes haïtiennes. Tous les jours, un défilé de camions chargés de sacs de charbon quitte le Plateau central en direction de la capitale. « Où trouve-ton encore des arbres pour produire autant de charbon ? Combien de temps cela va-t-il durer ? » s'interroge Presner Brun, un cultivateur octogénaire originaire de Hinche.

Les conséquences de décennies de coupe systématique sont déjà palpables. Une situation critique, selon les responsables départementaux du ministère de l'Environnement qui notent une nette diminution du débit des rivières et la disparition systématique des sources, même en saison pluvieuse. Sans eau ni arbres, pas de pluie. Sans pluie, pas de vie. « Les espèces endémiques de migrateurs ont quitté la zone. Les terres cultivables deviennent stériles, plongeant les familles paysannes dans la misère », déplore l'agronome Dulorier Moloche, directeur adjoint du bureau départemental de l'Environnement.

Conséquences du déboisement massif...

Avant le charbon de bois, le département du Centre était l'un des principaux fournisseurs de la capitale en produits agricoles. Maïs, petit mil, banane, manioc, patate douce, ignames, giraumon, pois congo, arachide, légumineuses, élevage et gardiennage de pintades faisaient la richesse de ce département vallonné. Jusqu'en 1990, le Plateau central affichait même l'autosuffisance alimentaire. « A cause du déboisement massif et du manque d'infrastructure et de politiques d'encadrement du secteur agricole, 80% des produits consommés par la population aujourd'hui proviennent de la République dominicaine voisine », se désole Tony Délanus, un cultivateur de 40 ans.

En dépit de ce sombre tableau, les optimistes sont convaincus que la situation peut changer avec un coup de pouce des autorités. « Pour remédier à la situation, cela va prendre du temps et des investissements aussi. Élargir le programme des lacs collinaires existant, soustraire les paysans du système d'agriculture de survie, en mettant à leur disposition des matériels efficaces, leur fournir des outils et des encadreurs. Bref, une prise en charge du secteur ! », s'exclame Délanot Rodrigue, membre du Bureau agricole communal (BAC) de Cerca Carvajal. Il propose en outre de responsabiliser le secteur éducatif pour les jeunes et les enfants.

Ce que de nombreuses associations et organisations telles les ONG, agences onusiennes et la MINUSTAH, font déjà avec des campagnes de sensibilisation et de reboisement ciblant surtout les jeunes.

Gaz contre charbon

Différents consommateurs du charbon de bois reconnaissent que le gaz propane est plus économique. Ces mêmes utilisateurs qui croient, cependant, que le gaz propane est plutôt adapté à une économie planifiée, et non de survie. « On peut s'en procurer n'importe où et pour le montant désiré », souligne, au sujet du charbon, Marise, une mère de famille de Mirebalais.

Pour sa part, Suzette Charles à Thomonde pense que le problème va plus loin que l'aspect économique. Abandonner l'usage du charbon ou le bois brut exige un apprentissage, un changement de mentalité. « Dans notre milieu, faute d'information et de formation, l'utilisation des fours à gaz est associée aux familles aisées », explique-t-elle. « Ceci, même si le prix du gaz, disponible sur le marché local a baissé ».

Comme M. Rodrigue, elle croit cependant que tout n'est pas perdu si les autorités s'engagent. « Aujourd'hui, l'épidémie qui menace la population du Centre est la crise environnementale », martèle la jeune femme. « Donc, il faut agir en conséquence ! »

Frontière Verte : du charbon à la reforestation

Marie-Lucie a le sourire. Ce matin, comme tous les matins depuis un mois, elle part rejoindre ses amis de la communauté de Dosmond pour planter des arbres sur les hauteurs de Ouanaminthe, dans le département du Nord-Est. À quelques kilomètres de là, en République dominicaine, une autre brigade de planteurs est aussi à pied d'œuvre. Toutes ces personnes ont intégré le projet « Frontière Verte », lui-même partie du programme bilatéral haïtiano-dominicain « Quisqueya Verde ». Ce programme, financé par le Gouvernement de la Norvège et rendu possible grâce à l'assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme alimentaire mondial (PAM), prévoit notamment de revégétaliser la frontière afin d'améliorer les conditions de vie des Haïtiens et des Dominicains vivant dans les bassins versants de Massacre et de Pedernales.

Marie-Lucie Borgella est nouvelle dans le projet. Il y a quelques semaines, elle coupait encore des arbres en République dominicaine.

« Je n'avais pas de travail, alors je traversais régulièrement la frontière pour couper des arbres et faire du charbon. Le charbon de bois se vend bien en Haïti. Un jour, alors que je coupais un arbre, le chef du projet est venu me voir et m'a convaincue de l'importance de préserver notre environnement. Il m'a alors proposé de rejoindre une brigade de plantation, malgré mon handicap », explique Marie-Lucie.

Aussi, cette mère de six enfants, amputée d'un bras, va bénéficier de cet emploi durant trois mois, après quoi d'autres membres de la communauté prendront le relais.

« Ce sont des emplois de courte durée mais cela a l'avantage de donner la possibilité à toute la communauté de travailler », s'enthousiasme Etienne Herard, agronome et responsable de la zone de plantation pour le PNUD. « Au démarrage des activités de reforestation, certains propriétaires se sont montrés réticents à mettre leurs terrains à la disposition du projet par peur que leurs terres soient saisies par l'Etat. Après une bonne campagne de sensibilisation et surtout grâce

au reboisement des parcelles voisines, de plus en plus de propriétaires font aujourd'hui appel au projet pour reboiser leurs terrains ». « Cela a un effet boule de neige très encourageant », conclut-il, optimiste.

« A cause de mon handicap, je me suis fait rejeter de la sphère du travail et aucune banque n'a voulu m'accorder de crédit pour lancer une activité. Grâce à cet emploi, je ne dois plus mendier et j'ai de nouvelles perspectives », se réjouit Marie-Lucie, qui compte réunir ses économies pour créer un petit commerce de fruits et légumes. « Mon regard sur l'environnement a aussi changé », avoue-t-elle. « Je suis aujourd'hui consciente de l'importance de protéger les arbres afin qu'ils nous protègent des inondations et qu'ils nous donnent des fruits ».

Plus de 600 hectares (soit l'équivalent de 1 480 terrains de football) ont été reboisés deux ans après le lancement de l'initiative en 2011 et près de 3 600 emplois temporaires ont été créés dont 30% de femmes bénéficiaires. Plus de 300 000 plantules ont également été mises en terre la saison dernière.

Avec un budget de 2,5 millions de dollars US, le projet Frontière Verte met également en œuvre des initiatives économiques durables à travers l'élevage de caprins et la modernisation de l'apiculture.

Lors de son passage dans le Nord-Est du pays pour la Journée mondiale de l'environnement, le président de la République avait annoncé vouloir étendre la couverture forestière d'Haïti de 2 à 4% en 3 ans grâce à des programmes de reforestation ■

(article publié en coopération avec le PNUD-Haïti)

Fonds Verrettes : Pas le choix, il faut replanter

Dès qu'il emprunte la route qui mène vers Fonds-Verrettes, au Sud de Malpasse, à la frontière avec la République dominicaine, le visiteur est frappé par un paysage irréel. Les immenses ravines creusées par des inondations et glissements de terrain successifs déchirent le paysage, comme un rappel du danger permanent qui guette la zone.

Ici, des centaines de personnes ont été victimes des inondations de 1998 et 2004 qui ont pratiquement rayé la ville de la carte.

« La prochaine sera terrible », annonce, face aux collines dénudées, Jean-Robert Sultan, étudiant en agronomie et passionné d'environnement. « Rien n'a été fait pour pallier les risques », assène-t-il.

Jean-Robert Sultan est originaire de Gros Cheval, une bourgade qui surplombe Fonds-Verrettes et que l'on rejoint à partir d'une route sinueuse, sur des collines verdoyantes à flanc de ravine, où quelques paysans tentent de cultiver leurs petits champs.

« Ici, il y a 20 ans », se rappelle Jean-Robert, « on entendait le bruit des tronçonneuses, mais on ne pouvait pas les voir, tellement la forêt était dense ». Difficile à imaginer aujourd'hui : il ne reste plus un seul arbre.

Et pourtant, c'est là que commençait la Forêt des Pins, un site classé qui couvrait jusqu'à 32 000 hectares dans les années 70, et seulement 9 000 en 1989, date du dernier recensement disponible.

Le déboisement, tout le monde en parle

Le déboisement est sur toutes les lèvres des cultivateurs de Gros-Cheval. Cette région, connue pour ses cultures de pomme de terre, patate douce et pois, manque cruellement d'espace cultivable.

Et c'est bien là que le bât blesse. En Haïti, le métier d'agriculteur est devenu particulièrement dur, avec des marges bénéficiaires qui s'amenuisent et la terre qui perd en fertilité.

Du coup, certains d'entre eux ont fait du bois un commerce criminel. Comme chaque année, la Forêt des Pins a été incendiée en avril 2013 pendant pratiquement une semaine, sans doute pour produire du charbon ou gagner du terrain sur la forêt, parfois perçue comme une ennemie.

Le reboisement par l'éducation

La bataille pour le reboisement, Jean Robert a décidé de la mener de manière plus subtile, en s'alliant avec les cultivateurs. Apres plusieurs tentatives de sensibilisation des agriculteurs depuis 1987, il a misé sur une nouvelle catégorie de la population : les jeunes.

En 2008, il a lancé la Fondation reboisement par l'éducation. Objectif : proposer une scolarité gratuite pour les enfants d'agriculteurs avec comme seul frais, l'engagement de replanter 300 plantules par an et par enfant.

L'école mixte de Gros Cheval a été créée en 2009. Elle connaît un succès immédiat et grandissant, avec un impact impressionnant : ses 97 élèves peuvent y suivre des cours de très bonne qualité. Elle est dotée d'une salle informatique et des seules classes de secondaire de la commune.

A 12 ans, Widner Anelus fait partie des meilleurs de sa classe. Titulaire du certificat d'études primaires, il aura le droit de participer à l'un des voyages scolaires organisés par l'école. Cette année, la destination prévue est l'Arcahaie, en bord de mer, pour mieux comprendre l'importance de l'environnement et de sa préservation.

« Les arbres protègent votre corps en dégageant de l'oxygène, ils protègent votre champ en l'irriguant par les racines et conservent le sol, empêchant les glissements de terrain lors des tempêtes », explique-t-il, la bèche à l'épaule, prêt à labourer sa parcelle de pommes de terre, une fois ses cours terminés.

Widner, qui souhaite devenir ingénieur, est déjà engagé dans le reboisement. Il montre fièrement ses 4 pins plantés il y a quatre ans et qui le dépassent aujourd'hui de plus d'un mètre !

Tout le pari est là : replanter les pousses de pins à l'endroit même où les agriculteurs exploitent la terre.

Yvrose, la maman de Widner, est elle aussi engagée dans la bataille pour l'environnement : tout en égrainant son maïs, elle admet chauffer sa nourriture au charbon de bois, mais précise que « pour chaque arbre abattu, vous devez en replanter dix ».

Elle rappelle que c'est le déboisement des mornes qui a provoqué les inondations massives et souligne la responsabilité de chaque cultivateur dans la protection de sa zone, de sa terre. Elle se rappelle du temps pas si éloigné où on portait un gilet en cette saison. « La température n'arrête pas de monter... Et ça aussi, c'est à cause du déboisement ! », assure-t-elle.

Jean Robert Sultan veut capitaliser sur le succès de son école. Il multiplie les partenariats avec les autres écoles de la zone et 600 familles participent aujourd'hui au programme Reboisement par l'éducation.

Toutefois, il regrette l'absence de moyens à laquelle il fait face. Seule subvention pour sa fondation : 700 gourdes (soit environ 16 dollars), par enfant et par an, de l'ONG luxembourgeoise Objectif Tiers-Monde.

Mais il ne se décourage pas. A la manière des pèlerins, il arpente les versants à risque et ne rate pas une occasion d'interpeller les cultivateurs qu'il tente de convaincre de mieux investir dans leur travail.

« Ils empruntent sans aucune vision à long terme et finissent par s'endetter. Sans reboisement, ces terres deviennent complètement arides. Ici, il n'y a plus qu'une solution : planter des pins et investir dans un espace forestier qui deviendra une nouvelle source de revenus », explique-t-il.

Autrefois, le pin haïtien était exporté vers les Etats-Unis et le Canada pour sa sève et pour l'ameublement. En outre, en forêt, il pousse tout seul, et sur un champ, il enrichit la terre.

Enfin, lorsqu'on évoque le tourisme à Jean-Robert, ses yeux s'illuminent. L'éco-tourisme : voilà encore une nouvelle perspective à explorer !

Alors que les habitants célèbrent la mémoire des 300 disparus des inondations du 23 mai 2004, les consciences se font vives et les survivants de Fonds Verrettes le répètent : il n'y a plus le choix, il faut replanter !

« Les arbres protègent votre corps en dégageant de l'oxygène, ils protègent votre champ en l'irriguant par les racines et conservent le sol, empêchant les glissements de terrain lors des tempêtes »

Widner Anelus, 12 ans

Journée mondiale de l'environnement : les Casques bleus se mettent au vert

A l'occasion de la 41ème Journée mondiale de l'environnement (JME), le 05 juin dernier, la MINUSTAH a emboité le pas de l'Etat haïtien qui a lancé une campagne permanente de reboisement national. Parcours vert en quelques étapes :

- Port-au-Prince: En prélude à la JME, l'Unité de conformité environnementale de la MINUSTAH a initié les enfants du personnel de l'ONU au recyclage du papier au Quartier Général de la Mission. Chaque enfant a aussi eu droit à une plantule de manguier, offerte par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Des arbres ont aussi été plantés autour de la clinique des Nations Unies à Tabarre.

  La célébration a aussi été marquée par des expositions-vente de produits biologiques locaux et d'artisanat réalisé à partir de matériaux recyclés.

  Une journée sans viande a également été observée dans les restaurants et cafeterias desservant le personnel de la Mission alors que des menus spéciaux ont été servis au déjeuner.

  Enfin, en un acte symbolique d'économie d'énergie, tous les équipements électriques à savoir ampoules, climatiseurs, imprimantes et ordinateurs ont été éteints l'espace d'une heure dans les bureaux de l'ONU tant en Haïti qu'en République dominicaine.

- Nord: A Limbé, les agriculteurs ont participé à une opération de reboisement des mornes Fort et Campêche, avec environ 2700 plantules mises en terre avec le soutien de Casques bleus.

  A Petite Anse (3ème section communale de Cap-Haïtien) une centaine d'habitants a été sensibilisée sur la dégradation de l'environnement et a reçu des plantules.

- Centre: A Saltadère, à 57 kilomètres de Hinche, quelque 1500 arbustes, en majorité fruitiers, ont été plantés avec le soutien de la Direction départementale de l'environnement et la MINUSTAH.

- Sud-est: La Police Nationale d'Haïti a pris la tête du mouvement à l'occasion de ses 18 ans d'existence. Avec leurs homologues des Nations Unies, les policiers ont planté 2000 arbustes forestiers et décoratifs des deux côtés de la route nationale numéro 4, reliant la capitale au Sud-est d'Haïti. Les volontaires de la Direction de la protection civile et du ministère de l'Environnement ont aussi participé à l'opération.

L'environnement, c'est aussi l'affaire de la MINUSTAH

La MINUSTAH fait de la protection de l'environnement l'une de ses priorités. Comme dans d'autres missions de maintien de la paix, une Unité de Conformité environnementale (UCE) travaille à limiter l'impact de la Mission sur l'environnement d'Haïti. Pour en savoir plus, nous avons rencontré Michelet Boyer, officier environnemental à l'UCE.

Quel est le rôle de votre Unité?

L'Unité de Conformité environnementale (UCE) est chargée d'établir et de mettre en œuvre un système de gestion devant assurer que les opérations de la Mission respectent les lois et normes environnementales haïtiennes et internationales.

En ce sens, elle identifie et analyse les impacts potentiels des opérations sur l'environnement, aide la Direction de l'appui à la Mission à atténuer les risques et prévenir de potentiels effets négatifs en particulier sur l'espace vert, et aussi sensibilise et forme le personnel sur la nécessité de protéger l'environnement.

Quand a-t-elle été créée ?

L'UCE a été créée en 2007, soit deux ans avant la publication de la Politique Environnementale du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) en 2009.

Quel bilan jusqu'à date ?

Se basant sur le plan du DOMP et se référant aux lois haïtiennes sur l'environnement, elle a élaboré avec d'autres entités concernées une politique spécifique à la Mission.

Nous avons aussi mis en place un cadre de référence pour l'audit environnemental interne, et un plan pour la collecte et la gestion des eaux usées est en exécution pour en assurer un traitement adéquat.

Le tri, le recyclage et le compostage des déchets solides se font également, sans oublier des inspections régulières pour évaluer le degré de conformité par rapport aux normes établies.

Quelle est l'importance d'une telle perspective ? Quel est le lien entre maintien de la paix et environnement ?

Toute activité, quelle que soit sa nature, est liée à l'environnement. Les missions sont très concernées car elles opèrent dans des pays aux environnements souvent fragiles, aux ressources naturelles limitées, peu protégées et mal exploitées. Aussi, les infrastructures physiques et institutionnelles de contrôle de la pollution, la gestion des déchets sont inadéquates, voire inexistantes.

Des mesures internes strictes sont donc nécessaires pour éviter d'aggraver la situation.

Tel que spécifié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, (UNEP), un lien important existe entre maintien de la paix et environnement. Ainsi, le mandat de toute mission devrait inclure l'appui et parfois même la médiation dans la gestion des ressources naturelles. Sinon le processus de paix risque d'être compromis.

Les Missions produisent, mais consomment aussi beaucoup d'énergie. Qu'en dites-vous et quels sont les chiffres dont vous disposez ?

Les missions ont certes besoin de beaucoup d'équipements pour bien remplir leurs mandats, mais on doit tous être conscients des conséquences de nos choix.

Par exemple, en 2008 les émissions annuelles de gaz à effet de serre du système des Nations Unies ont été estimées à 1,7 millions de tonnes équivalant au CO_2 ; les missions émettent à elles seules 54% de cette quantité.

Les émissions de CO_2 *per capita* de l'ONU, se chiffrent à 8,4 tonnes, dont 0,25 tonne en Haïti.

Quelles sont vos plus grandes réalisations ?

A date, quelque 20% des déchets solides de la Mission sont soit recyclés soit compostés. Les papiers et,

spécifiquement, les boites d'emballage en carton sont utilisés par une entreprise locale pour fabriquer des briquettes utilisées pour la préparation des repas pour plus de 100 000 écoliers haïtiens.

Plus de 4000 arbres ont été plantés sur divers sites de la Mission et des centaines de milliers d'autres à travers le pays dans le cadre de Projets à effets rapide (QIPs), de réduction de la violence communautaire (RVC) et d'appui au gouvernement haïtien.

La Mission a aussi éliminé l'importation et l'utilisation de substances pouvant appauvrir la couche d'ozone. Enfin, les déchets dangereux sont collectés, et sont soit réutilisés, recyclés ou détruits, tout en minimisant les impacts environnementaux qu'ils peuvent avoir.

Travaillez-vous aussi avec des secteurs de la vie nationale?

L'UCE ne travaille pas directement avec les secteurs du gouvernement ou de la société civile haïtienne, mais appuie les autres sections et/ou unités de la Mission dans les projets ayant un volet environnemental. L'appui direct de la Mission aux secteurs de la vie nationale est apporté à travers d'autres Sections.

Qu'est-ce que vous soulignez en termes de défis ?

L'un des principaux défis est la faiblesse voire même l'absence de certaines infrastructures de base, telles par exemple un système municipal de collecte et de traitement d'eaux usées ou un site de traitement de déchets solides dans le pays, alors qu'il est difficile pour la Mission de tout contenir dans ses prémisses.

Parlez-nous des projets en cours et à venir ? Les énergies renouvelables ?

L'Unité est en train d'analyser la demande et la consommation d'énergie pour explorer les possibilités de réduction.

Le projet de compostage de déchets organiques sera renforcé, afin d'en minimiser au maximum la quantité à déposer dans les sites de décharge. On envisage aussi les possibilités de réutiliser les eaux usées, une fois traitées et testées.

La Mission étudie aussi la possibilité d'appuyer le gouvernement d'Haïti dans ses projets visant à améliorer ses sites. Nous allons notamment participer à l'élaboration de politiques de gestion de l'eau et de gestion de déchets.

Enfin, l'Unité travaillera aussi à consolider un système de gestion apte à satisfaire les normes de certification internationale ISO 14001.

L'ONU a lancé en 2007 une campagne intitulée 'Greening the Blue'. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Il s'agit de la stratégie de "zéro impact" des activités de l'ONU sur les changements climatiques. L'Organisation veut que tous ses membres, toute sa structure connaissent bien les impacts potentiels de leurs activités sur l'environnement en général et les changements climatiques en particulier.

Les 1,7 millions de tonnes de CO_2 émises chaque année contribuent au réchauffement de la planète et aux changements climatiques. Chaque entité de l'Organisation est ainsi appelée à prendre des mesures pour réduire ses émissions.

Comment la Mission se situe-t-elle dans cette campagne ?

Dès 2007, nous avons à la MINUSTAH été parmi les premières missions à mettre en place toute une politique environnementale accompagnée d'un plan d'action. Des résultats tangibles ont certes été atteints, mais beaucoup reste à faire ■

MINUSTAH
Environmental Compliance Unit

Ce Dossier est un produit
de l'Unité Publication/Web de la MINUSTAH

www.minustah.org
FACEBOOK.com/minustah
TWITTER.com/@MINUSTAH
FLICKR.com/Minustah
YOUTUBE.com/MinustahTV
RADIO : www.minustah.org